

## LETTRÉ D'INVITATION A MANIFESTATIONS D'INTERÊT

\*\*\*\*\*

**Nom de l'acheteur :** Centre Africain pour le Développement Equitable (ACED)

**Objet du marché :** Recrutement d'un consultant individuel pour production de compost et dosage fertilitaire organique sur les sites de démonstrations agroécologiques.

Référence : **LIMI No : 01/2026/ACED/AFD-DEC**

1. La présente sollicitation à manifestations d'intérêt fait suite au Plan de Passation des Marchés (PPM) qui a reçu la validation du comité des Éleveurs Sans Frontières (ESF).
2. Le Centre Africain pour le Développement Equitable (ACED) a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (AFD) pour financer le projet « Des Éleveurs aux Consommateurs » coordonné par l'association « Elevages sans frontières ». Il envisage utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer des paiements au titre du marché relatif au « recrutement d'un consultant individuel pour production de compost et dosage fertilitaire organique sur les sites de démonstrations agroécologiques ».
3. La prestation à fournir par le consultant sans être exhaustif est d'accompagner la production de compost sur les sites pilotes et conduire une recherche-action sur le dosage fertilitaire des composts produits, en vue de générer des références techniques fiables, adaptées et facilement diffusables auprès des agro-éleveurs.

Les Termes de Références contenant le mandat détaillé est joint à la présente lettre d'invitation à manifestation d'intérêt (**le consultant est donc invité à prendre connaissance de son contenu**).

4. La mission est prévue pour s'étaler sur une période de **quatre (04) mois** à compter de la signature du contrat. Le consultant produira à la fin de sa mission les livrables ci-après :
  - Un **rapport de démarrage** comprenant la compréhension de la mission, la méthodologie détaillée, la méthodologie de production de compost et protocole de réalisation des études sur le dosage fertilitaire ainsi que le chronogramme d'exécution ;
  - Un **guide technique** de production de compost à base de déjections animales, adapté aux conditions locales et accessible aux éleveurs ;

- Un **rapport des études fertilitaires** relatant les tests et les résultats
- Un **rapport final de mission**, intégrant l'ensemble des résultats, les recommandations techniques, ainsi que des fiches pratiques simplifiées destinées aux agro-éleveurs.

5. Le Centre Africain pour le Développement Equitable (ACED) invite les consultants à manifester leur intérêt pour les prestations décrites ci-dessus. Ces consultants doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications et les expériences pertinentes requises pour exécuter la mission.

**Le dossier de candidature doit comporter :**

- Une lettre de manifestation d'intérêt rédigée en langue française adressée au Directeur Exécutif de ACED et précisant la mission ;
- Une présentation du consultant mettant en exergue ses expériences spécifiques en lien avec l'objet de la mission ;
- Une note de compréhension des Termes de Référence (TdRs) démontrant une analyse claire des enjeux et des objectifs de la mission ;
- Des commentaires et suggestions éventuels sur les TdRs, si jugé pertinent ;
- Une méthodologie détaillée qui sera utilisée pour mener à bien la mission ;
- Un chronogramme détaillé d'exécution de la mission, en cohérence avec le délai contractuel ;
- Le CV détaillé du consultant mettant en exergue les expériences passées en lien avec la mission ;
- Les copies des diplômes et autres attestations en lien avec la présente mission ;
- Au moins deux (02) attestations de bonne fin d'exécution ou preuves de réalisation des projets similaires mentionnées dans le CV ;
- Toutes les annexes administratives et déclarations dûment remplies et signées (Annexes 1,2, 3, 4, 5, 6, 7) conformément au TDRs ; et
- Une proposition financière détaillant les coûts liés aux Ressources Humaines et à tous les autres frais nécessaires à la bonne exécution de la mission, exprimée en Francs CFA Hors Taxes (HT) et Toutes Taxes Comprises (TTC), suivant le modèle en **Annexe 8**.

6. **Les critères de sélection des manifestations d'intérêt sont les suivants :**

L'évaluation des offres se déroulera en trois phases successives.

### Phase 1 : Vérification de la conformité

Le comité d'évaluation vérifiera la recevabilité de chaque offre sur la base des critères ci-dessous.

#### Tableau d'Évaluation : Critères de conformité

Critère de conformité	Type de critère	Oui	Non
1. Soumission dans les délais : Le dossier a été reçu avant la date et l'heure limites.	Éliminatoire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Dossier complet : Toutes les pièces administratives demandées sont présentes (Attestation IFU, pièces d'identité, RIB etc.).	Correctible	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Conformité du soumissionnaire : Le soumissionnaire est un(e) consultant (e) individuel(le), disposant <b>d'un diplôme de BAC+5 en agronomie, agroécologie</b> ou toute discipline connexe.	Éliminatoire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Toutes les annexes administratives et déclarations dûment remplies, signées et paraphées (Annexes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8)	Correctible	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du comité	Seuls les offres ayant récolté au moins 2 « oui » accèdent à la phase 2		

### Phase 2 : Évaluation technique (75 points)

L'évaluation technique sera réalisée suivant la grille définie dans le tableau ci-après.

Tableau : Grille d'évaluation des offres

Critères d'évaluation	Points	Observations
<b>1. Compréhension de la mission et méthodologie proposée (35 pts)</b>		
<b>Analyse des enjeux environnementaux</b> : Le soumissionnaire démontre-t-il une compréhension approfondie des défis environnementaux et sociaux liés à la recherche action sur le dosage fertilitaire organique ?	15	
<b>Méthodologie participative</b> : La méthodologie proposée inclut-elle des approches participatives et collaboratives avec les agro-éleveurs bénéficiaire ?	10	

Critères d'évaluation	Points	Observations
<b>Stratégie de mise en œuvre</b> : Le plan d'action est-il réaliste, avec des étapes claires et des indicateurs de succès mesurables ?	10	
<b>2. Expériences et qualifications du consultant (25 pts)</b>		
<b>Qualifications et expérience du consultant</b> : CV du soumissionnaire mentionne-t-il une expérience avérée dans la production de compost à base de déjections animales, une expérience pratique en fertilisation organique et en détermination de doses fertilisantes, une expérience en recherche-action et en accompagnement des producteurs ?	10	
<b>Expérience pertinente du consultant individuel</b> : Preuves de missions similaires en recherche action sur le dosage fertilisant organique (Justifier par au moins <b>2 preuves</b> vérifiables)	15	
<b>3. Impact et durabilité (15 pts)</b>		
<b>Évaluation de l'impact</b> : Le soumissionnaire a-t-il prévu des méthodes d'évaluation de l'impact environnemental et social des activités proposés ?	10	
<b>Durabilité des résultats</b> : Les propositions garantissent-elles la pérennité des résultats au-delà de la durée de l'initiative ?	5	
<p><i>Seules les offres ayant obtenu un minimum de <b>60/75 points</b> à l'évaluation technique seront admises à la phase 3 (Evaluation financière).</i></p> <p><i>Toute note technique inférieure à ce seuil entraîne l'élimination automatique de l'offre, quelle que soit sa compétitivité financière.</i></p>		

### Phase 3 : Évaluation financière (25 points)

L'offre financière sera évaluée sur la base de son réalisme par rapport à l'offre technique et de son montant. La formule de notation sera la suivante :

**Note Financière (NF) = (Montant de l'offre la moins-disante / Montant de l'offre évaluée) x 25**

### Sélection Finale et Note Globale

L'attribution du marché se fera au soumissionnaire ayant obtenu la **meilleure note globale (NG)**, calculée comme suit :

**Note Globale (NG) = Note Technique (NT) + Note Financière (NF)**

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant obtenu le plus grand nombre de points.

**NB** : En cas d'annulation d'une procédure d'appel d'offres, les soumissionnaires en seront informés.

7. Les offres devront être remises à l'adresse mentionnée dans le dossier de manifestations d'intérêt au plus tard le **jeudi 18 juin 2026 à 10 heures 00 minute (heure locale)**.

**Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.** Les offres seront ouvertes en présence des consultants qui souhaitent y assister, le **jeudi 18 juin 2026 à 11 heures 00 minute (heure locale)**.

8. Les consultants individuels intéressés sont invités à transmettre leur offre par voie électronique, sous la forme d'un fichier unique au format PDF, aux adresses électroniques suivantes : [acquisitions@acedafrica.org](mailto:acquisitions@acedafrica.org) ; [f.houessou@acedafrica.org](mailto:f.houessou@acedafrica.org) et en copie [l.todome@acedafrica.org](mailto:l.todome@acedafrica.org) ; [e.sossouve@acedafrica.org](mailto:e.sossouve@acedafrica.org) et [s.zinsou@acedafrica.org](mailto:s.zinsou@acedafrica.org) , portant la mention « LIM1 N°01/26/ACED/AFD-DEC - Soumission pour la recherche action sur le dosage fertilitaire organique sur les sites de démonstrations agroécologiques ».
9. Des informations complémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau, du lundi au vendredi, de 8 H 00 à 13 H 00 et de 14 H 00 à 17 H 00.
10. Les offres doivent être valable pour une durée de **quatre-vingt-dix (90) jours calendaires** à compter de la date de soumission de votre offre.

Fait à Abomey-Calavi, le 05 juin 2026

**Dr Fréjus Thoto**  
Directeur Exécutif

**PJ : TDRs**

**Recrutement d'un(e) consultant(e)  
individuel(le) pour la production de  
compost et dosage fertilitaire organique  
sur les sites de démonstrations  
agroécologique au profit du Centre  
Africain pour le Développement Equitable  
(ACED)**

**TERMES DE REFERENCES  
LIMI N°01/2026/ACED/AFD-DEC**

## Contexte

Le projet « Des Éleveurs aux Consommateurs », financé par l'Agence Française de Développement (AFD), coordonné par Élevages Sans Frontières (ESF) et mis en œuvre au Bénin par le Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED) et Éleveurs Sans Frontières Bénin (ESFB), vise à renforcer la résilience des éleveurs et à améliorer la sécurité alimentaire au Bénin et au Togo. Ce projet ambitionne de promouvoir une offre stable et locale en produits carnés sains, de qualité et respectueux de l'environnement, tout en développant des solutions durables pour l'alimentation animale, fondées sur la valorisation des ressources locales et les principes de l'agroécologie. Il intervient dans les départements de l'Atlantique, du Mono et du Zou, où l'intégration agriculture-élevage constitue un levier essentiel pour améliorer durablement les systèmes de production.

Dans ce cadre, des sites pilotes, de compostage et de production fourragère ont été mis en place afin de valoriser les déjections animales issues des élevages locaux et de renforcer la fertilité des sols, l'un à Azohoué Aliho (commune de Tori-Bossito) et l'autre à Gnidjazoun (commune de Bohicon). Ces sites servent à la fois d'espaces de démonstration, de formation et d'apprentissage pour les agro-éleveurs, en illustrant concrètement les bénéfices agronomiques, économiques et environnementaux des pratiques agroécologiques.

Toutefois, pour garantir l'efficacité de ces pratiques, il est indispensable de maîtriser les techniques de production de compost de qualité et de déterminer les doses optimales de fertilisation organique adaptées aux cultures fourragères et aux conditions locales. Cela nécessite une démarche de recherche-action participative impliquant étroitement les éleveurs.

C'est dans ce contexte que le Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED) souhaite recruter un(e) consultant(e) individuel(le) pour accompagner la production de compost sur les sites pilotes et conduire une recherche-action sur le dosage fertilitaire des composts produits, en vue de générer des références techniques fiables, adaptées et facilement diffusables auprès des agro-éleveurs.

### I. Objet de la mission

La présente mission vise à accompagner la mise en œuvre d'une démarche de production de compost à base de résidus d'élevage sur les sites pilotes du projet, et de conduire une recherche-action sur le dosage fertilitaire des composts produits, en vue d'optimiser leur utilisation pour la production de cultures fourragères.

De manière spécifique, la mission a pour objet de :

- Appuyer les agro-éleveurs dans la production de compost de qualité, adapté aux conditions agroécologiques des zones d'intervention ;
- Concevoir et mettre en œuvre un dispositif de recherche-action participative pour tester différents niveaux d'apport de compost ;
- Déterminer les doses optimales de fertilisation organique pour les cultures fourragères, en tenant compte des performances agronomiques et des réalités des producteurs ;
- Produire des fiches techniques fiables et opérationnelles, facilement appropriables et diffusables auprès des agro-éleveurs.

## II. Tâches et responsabilités du/de la consultant(e) individuel(e)

Dans le cadre de sa mission, le/la consultant(e) individuel(le) sera chargé(e) de :

- Réaliser un diagnostic initial des ressources disponibles (déjections animales, résidus organiques) et des conditions agroécologiques des sites pilotes ;
- Concevoir et mettre en place des protocoles de production de compost adaptés, en introduisant les bonnes pratiques de compostage sur les sites ;
- Accompagner et former les producteurs dans la mise en œuvre pratique du compostage, incluant la constitution des tas, le suivi, le retournement et la maturation ;
- Élaborer un protocole de recherche-action participative pour tester différents dosages de compost sur les cultures fourragères ;
- Installer et conduire les essais de fertilisation organique sur les sites pilotes, en assurant la collecte rigoureuse des données agronomiques ;
- Analyser les résultats obtenus afin de déterminer les doses optimales de fertilisation organique adaptées aux cultures fourragères et aux conditions locales ;
- Assurer la capitalisation et la diffusion des résultats, à travers la production de rapports techniques, de fiches pratiques et l'organisation de séances de restitution au profit des acteurs du projet.

## III. Livrables attendus

Les livrables attendus de cette mission sont :

- Un rapport de démarrage comprenant la compréhension de la mission, la méthodologie détaillée, la méthodologie de production de compost et protocole de réalisation des études sur le dosage fertilitaire ainsi que le chronogramme d'exécution ;

- Un guide technique de production de compost à base de déjections animales, adapté aux conditions locales et accessible aux éleveurs ;
- Un rapport des études fertilitaires relatant les tests et les résultats
- Un rapport final de mission, intégrant l'ensemble des résultats, les recommandations techniques, ainsi que des fiches pratiques simplifiées destinées aux agro-éleveurs.

#### **IV. Calendrier**

La mission s'étendra sur une période de 04 mois, soit de juillet à novembre 2026. Les livrables sont attendus au plus tard le **30 novembre 2026** par courriel.

#### **Enveloppe disponible**

Pour l'exécution du marché, l'enveloppe financière disponible est comprise entre **1.000.000 et 1.500.000 FCFA**.

## Annexe 1 : Conditions générales

En soumettant une offre, le soumissionnaire accepte sans aucune restriction la totalité des conditions de ce cahier des charges comme étant la seule base de cette procédure de passation de marché, quelles que soient ses propres conditions, auxquelles il renonce par la présente.

La soumission d'une offre ne contenant pas toutes les informations et documents demandés avant la date limite indiquée sera rejetée.

### ➤ Conditions économiques

La facturation se fera sur la base d'un Contrat émis par ACED et signé par les deux parties sur la base soit des prix indiqués dans l'offre de la firme, soit de la négociation qui se fera après notification de sélection à la firme.

Les prix validés seront fermes et non révisables.

### ➤ Adresses de réalisation du marché

L'adresse définitive de réalisation du marché sera à indiquer sur le contrat.

### ➤ Critères d'exclusion

Les candidats ou soumissionnaires ne devront répondre à aucun des cas suivants :

- Faire l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant leur moralité professionnelle.
- Avoir commis une faute professionnelle grave constatée par tout moyen que le pouvoir adjudicateur peut justifier.
- Avoir fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale.
- Suite à la procédure de passation d'un autre marché ou de la procédure d'octroi d'une subvention, avoir été déclaré en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de leurs obligations contractuelles.

Les marchés ne pourront être attribués aux candidats ou aux soumissionnaires qui, pendant la procédure de passation de marchés :

- Se trouvent en situation de conflit d'intérêt ;
- Se sont rendus coupables de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés par l'organisation pour leur participation au marché ou n'ont pas fourni ces renseignements.

En retournant les présentes instructions de participation paraphées et signées, les soumissionnaires affirment qu'ils ne sont pas dans une ou plusieurs des situations mentionnées ci-dessus et consentent à faire parvenir à ACED, dans les sept (7) jours calendaires suivant la réception de la requête de ACED, tout document additionnel que ACED jugera nécessaire pour assurer ses vérifications.

➤ **Sous-traitance**

Dans le cas où les termes de référence n'interdisent pas la sous-traitance, le consultant, s'il fait appel à des sous-traitants, s'engage à :

- Lui communiquer la liste des prestations ou des services qu'il envisage de sous-traiter
- Obtenir son accord formel sur le choix des sous-traitants pressentis
- Obtenir son agrément sur les conditions de paiement de ces sous-traitants
- Lui communiquer les contrats avec les sous-traitants sur simple demande

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de l'offre]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Ayant pouvoir à signer l'offre pour et au nom de *[insérer le nom complet du candidat]*

En date du \_\_\_\_\_ *[Insérer la date de signature]*

## Annexe 2 : Fiche de collecte d'informations pour personne individuelle

DONNEES PERSONNELLES		OBS
<b>NOM</b>		Prière joindre au fichier une copie de votre pièce d'identité en cours de validité
<b>Prénom (s)</b>		
<b>Adresse actuelle</b>		
<b>Contacts téléphoniques</b>		
<b>Adresse email</b>		
<b>PERSONNES A CONTACTER (Au moins deux)</b>		
<b>Nom</b>		
<b>Prénom (s)</b>		
<b>Contacts téléphoniques</b>		
<b>Lien de parenté</b>		
<b>INFORMATIONS BANCAIRES</b>		
<b>Titulaire du compte</b>		Prière joindre une copie du relevé d'identité bancaire
<b>Nom de la banque</b>		
<b>Numéro de compte</b>		

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de l'offre]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Ayant pouvoir à signer l'offre pour et au nom de *[insérer le nom complet du candidat]*

En date du \_\_\_\_\_ *[Insérer la date de signature]*

### Annexe 3 : Déclaration de situation d'exclusion

#### **Déclaration attestant que l'on ne se trouve pas dans l'une des situations d'exclusion pour la participation aux appels d'offre pour la fourniture de biens ou de services**

Je soussigné(e) / : .....

Directeur/trice de l'entreprise/société/organisation :

.....

Située : adresse : .....

Pays : .....

Tel. /Fax : .....

E-mail : .....

Déclare ne pas me trouver dans une des situations décrites ci-dessous, qui sont des causes d'exclusion pour la participation aux appels d'offres pour la fourniture de biens ou de services

- Être dans une situation de faillite, avoir ses propres biens séquestrés par les tribunaux, être en procès contre ses créiteurs, avoir ses activités commerciales suspendues, ou être sujet à des procédures judiciaires inhérentes à ces questions.
- Avoir été déclaré coupable d'un délit ayant trait à ma conduite professionnelle.
- Avoir été jugé coupable pour une négligence professionnelle grave.
- Ne pas avoir respecté toutes les obligations concernant le paiement des cotisations sociales ou des autres taxes prévues par la loi en vigueur dans le pays concerné par la prestation ou l'achat
- Avoir été condamné pour fraude, corruption, implication dans des organisations criminelles.
- Avoir enfreint les conditions et les obligations contractuelles au cours de procédures précédentes d'achat.
- Être sujet à un conflit d'intérêt.

Je déclare être pleinement conscient que, en cas de falsification de la déclaration concernant les informations requises pour pouvoir participer à la manifestations d'intérêt , ou de refus de fournir de telles informations, mon entreprise/société/organisation se verrait exclue de la manifestations d'intérêt .

Je déclare enfin être également conscient que, si ma société devait se trouver dans

une des situations d'exclusion mentionnées ci-dessus, ACED aurait la faculté d'interrompre, sans aucun préavis et unilatéralement, le contrat stipulé avec mon entreprise/société/organisation.

Lu et approuvé :

Nom et Prénom (s) :

Titre :

Ville, Pays :

Date :

Signature (et cachet)

## Annexe 4 : Déclaration du respect des normes éthiques

### Déclaration du fournisseur attestant du respect des standards éthiques

Je soussigné(e)/ .....

Directeur/trice de l'entreprise/société/organisation

.....

Située : adresse :

.....

Pays :

Tel. /Fax.....

Email.....

Déclare que la société que je dirige n'a pas été condamnée ni se trouve actuellement sous enquête pour des activités illicites tels que :

- Production et commercialisation d'armes;
- Activités qui ont un impact négatif grave sur les personnes ou sur l'environnement ;
- Exploitation du travail mineur (des enfants de moins de 15 ans) ;
- Violation des droits de la personne ;
- Violation des droits des travailleuses et des travailleurs ;
- Expérimentations scientifiques sur des sujets faibles ou non protégés, humains ou animaux ;
- Exclusion/marginalisation des personnes handicapées, minorités et de catégories entières de la population ;
- Complicité directe avec des régimes qui sont connus pour ne pas respecter les droits de l'homme et/ou qui sont gravement impliqués dans la destruction de l'environnement ;
- Pornographie, commerce du sexe et pédophilie ;
- Jeu(x) de hasard.

Je déclare également être pleinement conscient que, si la déclaration présente s'avérait fausse, ACED aurait la faculté d'interrompre, sans aucun préavis et unilatéralement, le contrat stipulé avec mon entreprise/société/organisation.

Lu et approuvé :

Nom et Prénom (s) :

Titre :

Ville, Pays :

Date :

Signature (et cachet)

## Annexe 5 : Attestation de disponibilité

### ATTESTATION DE DISPONIBILITÉ

Je soussigné, (**Nom du consultant/responsable**), atteste par la présente que je prends l'engagement d'exécuter la prestation intitulée "... " si je suis retenu (e) à la suite de l'évaluation.

Je confirme que tous les moyens humains, techniques et logistiques nécessaires seront déployés pour garantir la réalisation efficace et dans les délais du marché susmentionné.

Je m'engage à respecter toutes les conditions, spécifications et exigences stipulées dans le cahier des charges et à collaborer étroitement avec toutes les parties prenantes pour assurer la réussite du projet.

Lieu et Date

**Signature**

**Nom, prénom(s) et Titre du signataire**

## Annexe 6 : Attestation de respect des normes environnementales et sociétales

### Responsabilité environnementale et sociale

Je soussigné(e)/ .....

Directeur/trice de l'entreprise/société/organisation

.....

Située : adresse :

.....

Pays :

Tel. /Fax.....

Email.....

Afin de promouvoir un développement durable, ACED souhaite s'assurer du respect des normes environnementales et sociales internationalement reconnues. A cet effet, les candidats doivent s'engager, sur la base de la déclaration du respect des standard éthiques à :

- i. Respecter et faire respecter par l'ensemble de leurs Sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le Projet, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement.
  
- ii. Mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnementale et sociale ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître de l'Ouvrage délégué.

Je déclare également être pleinement conscient que, si la déclaration présente s'avérait fausse, ACED aurait la faculté d'interrompre, sans aucun préavis et unilatéralement, le contrat stipulé avec mon entreprise/société/organisation.

Lu et approuvé :

Nom et Prénom (s) :

Titre :

Ville, Pays :

Date :

Signature (et cachet)

## Annexe 7 : Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social

Intitulé de la manifestations d'intérêt :  
----- (le  
"Marché")

A : ----- (le "Maître  
d'Ouvrage")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"AFD") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de financement qui la lie au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement et nos sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation de ses marchés et de leur exécution ultérieure.

2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'un des cas suivants :

2.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;

2.2) avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Projet pour l'un des actes visés aux articles 6.1 à 6.4 ci-après ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ;

2.3) figurer sur les Listes de Sanctions Financières adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;

2.4) en matière professionnelle, avoir commis au cours des cinq dernières années une faute grave à l'occasion de la passation ou de l'exécution d'un marché ;

2.5) n'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;

2.6) avoir fait l'objet depuis moins de cinq ans d'une condamnation par un jugement ayant force de chose jugée pour l'un des actes visés aux articles 6.1 à 6.4 ci-après ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;

2.7) être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque mondiale, à compter du 30 mai 2012, et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr2>;

2.8) s'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre du processus de passation du Marché.

3. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :

3.1) actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction.

3.2) avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de sélection ou le contrôle du marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;

3.3) contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire, recevoir d'un autre soumissionnaire ou attribuer à un autre soumissionnaire directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

3.4) être engagé pour une mission de conseil qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;

3.5) dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux ou de fournitures :

ii. avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre du processus de mise en concurrence considéré ;

iii. être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.

4. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, nous attestons que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial 3.

5. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.

6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

6.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

6.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que se soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou

entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.

6.5) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune Pratique Anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.

6.6) Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous Embargo des Nations Unies, de l'Union européenne ou de la France.

6.7) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnementale et sociale ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître d'Ouvrage.

7. Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom : \_\_\_\_\_ En tant que : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de : \_\_\_\_\_

En date du : \_\_\_\_\_ jour de : \_\_\_\_\_

## Annexe 8 : Modèle de présentation de l'offre financière

N° D'ordre	Désignation /	Quantité	Unité	Prix Unitaire FCFA (Hors Taxes)	Montant Total (Hors Taxes)
<b>Total HT</b>				-	
<b>Montant TTC</b>				-	

**Montant total en lettres :**

**Certification de l'offre financière (par une personne habilitée au sein du Cabinet)**

Lu et approuvé :

Nom et Prénom (s) :

Titre :

Ville, Pays :

Date :

Signature (et cachet)